

est intervenue et les trains circulent de nouveau selon les horaires normaux. Quant à l'interruption possible du service, je ne crois pas que pendant la durée du différend elle ait eu de conséquences importantes.

LA FISCALITÉ

LES PROPOSITIONS DU LIVRE BLANC RELATIVES AU PÉTROLE ET AU GAZ NATUREL—LA DÉCLARATION DU MINISTRE DE L'ÉNERGIE, DES MINES ET DES RESSOURCES

M. Eldon M. Woolliams (Calgary-Nord): Monsieur l'Orateur j'aimerais poser une question au ministre des Finances, mais je voudrais la faire précéder de quelques mots d'explication: elle a trait à l'encouragement des investissements canadiens dans notre propre industrie. D'abord, je voudrais citer une phrase de la page 26 d'un discours.

M. l'Orateur: A l'ordre. J'espère que le député ne nous impliquera pas dans les mêmes difficultés qui se sont posées hier. Il doit poser sa question directement. S'il veut évoquer un discours, il devrait le faire en demandant au premier ministre suppléant si tel discours prononcé à l'extérieur de la Chambre représente la politique gouvernementale.

M. Woolliams: Puis-je alors poser ma question sans mentionner le discours car le ministre des Finances l'a certainement lu. Étant donné que le ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources a déclaré que l'industrie pétrolière et celle du gaz naturel du pays ne seront pas désavantagées par l'impôt canadien prévu par le Livre blanc par rapport au régime fiscal américain sur les indemnités d'épuisement et les plus-values, le ministre a-t-il supprimé du Livre blanc cette disposition qui désavantagerait ces industries?

L'hon. E. J. Benson (ministre des Finances): Sans accepter la conclusion contenue dans la question du député, je n'ai proposé la suppression d'aucune disposition du Livre blanc.

M. Woolliams: Puis-je poser une question supplémentaire, monsieur l'Orateur? Le ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources énonçait-il la pensée du gouvernement dans la déclaration qui figure à la page 26 du discours qu'il a prononcé aux États-Unis?

M. l'Orateur: Bien entendu, le Règlement n'autorise pas le ministre des Finances à répondre à cette question. Le député pourrait adresser celle-ci au premier ministre suppléant.

[L'hon M. Jamieson.]

M. Woolliams: Je vais donc demander au premier ministre suppléant, qui n'est jamais là, même deux jours de suite, s'il peut nous assurer que le ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources énonçait la pensée du gouvernement dans la déclaration figurant à la page 26 du discours qu'il a prononcé récemment aux États-Unis?

L'hon. G. J. McIlraith (premier ministre suppléant): Je ne connais pas assez ce discours pour identifier ce dont il s'agit par le numéro de la page. Je serai heureux, cependant, de faire examiner cette phrase afin qu'on réponde à la question plus tard.

M. Woolliams: Vu que la déclaration tient dans une phrase—et je connais les privilèges des députés quand ils parlent de questions de ce genre—puis-je citer cette phrase pour que le premier ministre suppléant en soit informé à la Chambre?

M. l'Orateur: A l'ordre, s'il vous plaît. Je n'y vois pas d'inconvénient. Je dis simplement au député qu'il aurait dû adresser sa question dès le début au premier ministre suppléant. Je ne m'objecte pas à ce qu'il la pose maintenant ainsi.

M. Woolliams: Je vais lire la phrase au premier ministre suppléant. Le ministre disait donc:

En particulier, je ne vois pas que la situation créerait un cadre législatif et fiscal où l'industrie pétrolière canadienne serait encore plus désavantagée par rapport à celle des États-Unis.

Ce que je veux savoir, c'est si cette phrase qui apparaît à la page 26 du discours du ministre définissait la politique du gouvernement.

L'hon. M. McIlraith: Pour les députés, il doit être manifeste que oui.

M. Woolliams: J'ai une question supplémentaire, monsieur l'Orateur.

M. Fairweather: Fini le Livre blanc.

M. l'Orateur: A l'ordre. Je dois demander la collaboration du député. Le temps manque et je l'invite à poser sa question supplémentaire aussi rapidement que possible. Nous passerons ensuite à une autre question.

M. Woolliams: Je sais que le gouvernement se trouve dans une situation très embarrassante. Je comprends pourquoi il préfère qu'on ne lui pose pas d'autres questions supplémentaires. Je me demande si je pourrais poser cette question au premier ministre suppléant. Comme le ministre des Finances a déclaré